

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Tous les communications à l'administration ou à la rédaction du journal doivent être adressées au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukh) pérouloks, maison Duxau, n° 15.
Tous les communications destinées à l'insertion doivent être signées et accompagnées de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner toujours les lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A S^T-PÉTERSBOURG
ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RECLAMES 25 —
FAITS DIVERS 75 —

S'adresser à S^T-Pétersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, n° 15, de la Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukh) pérouloks, n° 15, à Moscou, chez Gaudier, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAECHLIN, ci-devant N. KYMEL, libraire à Kiev; R. ULMANN et C^e, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, Davies et C^e, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGEL.

PRIX D'ABONNEMENT A S^T-PÉTERSBOURG.

	En mois.	Trois mois.	Six mois.	Un an.
Russie (SAINT-PÉTERSBOURG)	2 r.	5 r. 50 k.	10 r.	18 r.
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	2 r. 50 k.	7 r. 50 k.	12 r.	22 r.
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3 r.	8 r.	13 r.	24 r.
Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 r. 25 k.	9 r. 25 k.	14 r.	26 r.
Etats-Unis d'Amérique	3 r. 75 k.	10 r. 50 k.	16 r.	28 r.

Prix du numéro: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 5 cop.; à l'intérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Les abonnements datent du 1^{er} de mois; leur durée ne doit jamais dépasser 12 mois.
Abonnements pour S^T-Pétersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukh) pérouloks, n° 15.
Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres à: Ipanzenko, bureau Journal de S^T-Pétersbourg, Maximilianovsky pérouloks, n° 15 et à Moscou, chez Gaudier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouloks, n° 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de S^T-Pétersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PÉTERSBOURG, 3 février.
MAISON DE S. M. L'EMPEREUR. Décès. Le maître de la cour prince Kourakine. (Ord. du jour imp. du 25 janvier.)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. Décès. Le conseiller privé actuel et sénateur de Gendre. (Ord. du jour imp. du 25 janvier.)

JUSTICES DE PAIX. Par des arrêtés des 23, 30 octobre, 20 novembre, 11 décembre 1872 et 2 janvier 1873, le sénat dirigeant a confirmé dans la dignité de juge de paix honoraire: dans le gouvernement de Kalouga, pour le district de Malo Yaroslavets, le général-major Nicolas Vessilovsky; dans le gouvernement d'Olonets, pour le district de Vytgrya, le général-major Nicolas Lébedev et les conseillers d'Etat actuels Nicolas Schoulschnikow et Grégoire Grigoriev; dans le gouvernement de Riazan, pour le district de Ruzsk, le conseiller privé Alexandre Popov, et pour le district de Spassk, le conseiller d'Etat, actuel Théodore Beklemishev, et dans le gouvernement de Saratow, pour le district de Volsk, le conseiller d'Etat actuel en fonctions de maître de la cour prince Alexandre Stcherbatov. (Gazette du sénat.)

CULTES ÉTRANGERS. Le 12 janvier dernier, sur le rapport du ministre de l'intérieur, S. M. l'Empereur a daigné accorder son assentiment à la confirmation, dans la dignité de schéik-oul-islam schiite, de Akhond Hussein Zade, schéik-oul-islam actuel du Transcaucas. (Idem.)

Le 30 décembre dernier, sur un rapport de S. A. I. le directeur général de la IV^e section de sa chancellerie particulière et des rapports du ministre de l'instruction publique, S. M. l'Empereur a daigné accorder son assentiment à la création: 1^{re} de deux bourses au gymnase de Marie pour les jeunes filles d'Astrakhan, fondées par le marchand de Friedrichsham Alexandre Koudonov, qui a consacré à cette œuvre un capital de 3,500 r. et dont les boursières porteront le nom; 2^e d'une bourse à la faculté physico-mathématique de l'université impériale de Moscou, fondée en l'honneur de S. A. I. le grand-duc Constantin Nicolaïevitch, président honoraire de l'exposition polytechnique de Moscou en 1872, fondée au moyen d'une souscription parmi les membres du conseil de la Société impériale des amis des sciences naturelles, de la commission des fondés de pouvoirs de cette exposition, parmi les directeurs de ses sections et les exposants, qui a produit une somme de 3,542 r.; 3^e d'une bourse de 300 r. fondée par le zemstvo du district de Tiraspol (gouvernement de Kherson) en l'honneur de l'ancien maréchal de noblesse de ce district, conseiller de cour prince P. A. Abamélik, et 4^e d'une bourse au progymnasie de Marie pour les jeunes filles de Rybinsk, fondée en l'honneur de S. A. I. M^{re} la césarine grande-duchesse Marie Fédorovna, à l'occasion de son anniversaire de naissance, par le marchand Alexandre Syrotéjine, qui a donné à cet effet une somme de 500 r.

Le 12 janvier, sur un rapport du ministre de l'intérieur, S. M. l'Empereur a également daigné autoriser la fondation: 1^{re} de deux bourses, l'une pour un garçon et l'autre pour une jeune fille, fondées aux écoles Nicolas et d'Alexandre annexées à l'hospice des vieillards et infirmes de S^T-Pétersbourg, dont les fonds ont été faits par la corporation des aubergistes de cette capitale, en l'honneur de l'ancien gouverneur de S^T-Pétersbourg prince Italitsky comte Souvorov Rymnisky, dont les boursières porteront le nom; 2^e d'une bourse au gymnase de garçons à Kischinev, et 3^e d'une bourse à l'université impériale de la Nouvelle-Russie, en l'honneur du gouverneur général de la Nouvelle-Russie et de Bessarabie, à l'occasion de son jubilé décennal, dont les municipalités de Kischinev et de Rostov sur le Don prennent les frais à leur charge, au moyen d'une allocation annuelle de 350 r. votée par la première et d'un capital de 3,600 r. recueilli par souscription par la dernière. Les titulaires de ces bourses porteront

le nom d'élèves de l'aide de camp général P. E. Kotzebue. Bulletin des lois.)

Le 30 décembre dernier, sur le rapport du ministre de l'instruction publique, S. M. l'Empereur a daigné accorder son assentiment à la création d'un prix annuel au 3^e gymnase de S^T-Pétersbourg qui doit être fondé en l'honneur du défunt conseiller d'Etat actuel A. F. Schakéev, ancien élève de ce gymnase, au moyen d'une souscription qui restera ouverte jusqu'au mois de juin prochain parmi les élèves de l'école préparatoire attachée à l'école Nicolas de cavalerie, dont il était chef, et parmi ses collègues et parents. (Idem.)

Le désir exprimé par la municipalité d'Elisabethpol de fonder une école de métiers dans cette ville au moyen d'un fonds de 3,000 r. offert par elle à cet effet ayant été porté à la connaissance de l'Empereur, Sa Majesté Impériale a daigné lui accorder son assentiment et ordonner d'en rembourser cette municipalité. Sa Majesté Impériale a également daigné

consentir à la demande des habitants du district de Kazakh (gouvernement d'Elisabethpol) de fonder, à Kazakh, une école au moyen d'un capital formé par une collecte volontaire de 50 c. à 1 r. par famille de paysan, et de 5 à 10 r. par famille d'agalar. L'Empereur a fait aussi rembourser ces habitants pour cette bonne œuvre. (Idem.)

Le Bulletin des lois publie encore (n° 11) les statuts: 1^{er} de la Société anonyme en participation de la fabrique et raffinerie de sucre de Mahharintsky, sanctionnés par S. M. l'Empereur le 29 décembre 1872; 2^e de la Banque de commerce de Voronège, et 3^e de l'Association de prêts et d'épargne de la petite ville de Vidy (gouvernement de Kovno) approuvés par le ministre des finances les 23 et 15 janvier dernier.

Le ministre de l'intérieur a jugé possible d'autoriser la vente au numéro du journal Hovoe Bpema (le Nouveau Temps), qu'il avait prohibée le 22 février 1872.

Le 1^{er} février, en vertu de la décision du comité des ministres sanctionnée par S. M. l'Empereur le 14 juin 1868, et d'accord avec les conclusions du conseil de la direction générale des affaires de la presse, le ministre de l'intérieur a jugé indispensable de prohiber la vente au numéro du journal Pyckia Btaomocu (la Gazette russe). (Messager officiel.)

BREVETS: de cinq ans à M. John von Dissen Reed, sujet étranger, pour un métier à tisser les chapeaux; de trois ans, à M. Rasmus Malting Hansen, sujet étranger, pour un appareil à imprimer et télégraphier, qu'il nomme globe écrivain. (Gazette du Sénat.)

AVIS. — A partir du 5 février, la Banque de l'Etat percevra à S^T-Pétersbourg ainsi que dans ses succursales et comptoirs 6 1/2 0/0 pour l'escompte des lettres de change et les avances sur marchandises, et 7 1/2 0/0 pour les avances sur fonds publics.

Bilan de la Banque de l'Etat au 1^{er} février 1873.

ACTIF.	PASSIF.
I. Compte du fonds d'échange et des billets de crédit.	
1 ^{re} Encaisse métallique: Or 186,691,866 09	1 ^{re} Billets de crédit en circulation 763,869,451
Argent 9,362,876 74	
Obligations du Trésor 197,783,055 77	
Billets du 2 ^e emprunt extérieur à 4 1/2 % 1,838,712 94	
2 ^{de} Découvert du trésor pour les billets de crédit 566,086,395 23	
	763,869,451
II. Compte des opérations commerciales.	
1 ^{re} Caisse: Or et argent en espèces et en lingots 2,507,093 83	1 ^{re} Capital de fondation 20,000,000
Billets de crédit, à 4 %, etc. etc. 21,574,967 79	2 ^{de} Capital de réserve 3,000,000
2 ^{de} Effets escomptés 10,781,347 13	3 ^e Comptes courants à intérêts 42,880,578 12
3 ^e Avances sur marchandises 40,014	4 ^e Comptes courants du Trésor et des autres administrations 7,782,682 98
4 ^e Fonds publics 4,661,393 74	5 ^e Dépôts à intérêts de la Banque de l'Etat:
5 ^e Actions et obligations 1,084,737	à 3 % 25,512,164 43
6 ^e Effets en souffrance 4,581 12	à 4 % 3,900,689 60
7 ^e Obligations en souffrance 37,240	à 4 1/2 % 6,854,421 68
8 ^e Valeurs publiques appartenant à la Banque 5,638,212 98	6 ^e Intérêts dus aux déposants de la Banque de l'Etat 6,973,393 42
9 ^e Dépôts en garde (or et argent) (b) 1,038,728 76	7 ^e Comptes courants spéciaux 3,705,522 46
10 ^e Capital des succursales 9,950,000	8 ^e Billets à ordre 110,852 30
11 ^e Dépenses d'administration de la Banque, secours, et autr. 91,160 19	9 ^e Sommes diverses portées sur le compte transitoire 5,637,942 50
12 ^e Divers 226,887 89	10 ^e Compte courant avec les succursales 23,695,425 70
13 ^e Dépenses courantes pour compte du Trésor 5,127,414 75	11 ^e Intérêts perçus sur les opérations 62,657 67
14 ^e Sommes remises au Lombard de S ^T -Pétersbourg pour prêts sur gages 2,438,413 38	12 ^e Récompte de l'année 1872 1,638,726 76
15 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages 123,806,369 52	13 ^e Amortissement de l'opération du rachat 6,391,287 26
16 ^e Sommes dépensées par la Banque de l'Etat pour compte des anciens établissements de crédit en liquidation (a) 189,493,010 08	14 ^e Profits et pertes sur les opérations de l'année 1872 3,663,184 09
	15 ^e Comptes courants sans intérêts
	16 ^e Sommes de la 3 ^e émission des billets de Banque à 5 % assignées pour l'amortissement
	189,493,010 08
III. Liquidation des anciens établissements de crédit.	
1 ^{re} Dette du trésor provenant des emprunts faits aux établissements de crédit 3,155,979 88	1 ^{re} Intérêts dus aux déposants des anciens établis. de crédit 4,986,284 13
2 ^{de} Capital de la dette hypothéquée des particuliers aux établissements de crédit (payable en annuités de 15 à 37 ans) 109,370,829 54	2 ^{de} Dépôts à intérêts reportés des anciens établis. de crédit 19,138,114 79
3 ^e Dette amortissable sur les annuités de l'opération du rachat 303,913,706 89	3 ^e Billets de la Banque de l'Etat à 5 % 15,060,188 55
4 ^e Valeurs publiques acceptées en paiement de la dette hypothéquée 8,201,054 68	4 ^e Sommes reçues pour compte des anciens établis. de crédit 1,755,051 30
5 ^e Dette spéciale provenant des avances faites sur l'opération du rachat 3,651,050	5 ^e Intérêts perçus pour le compte du Trésor 6,793,570 11
	6 ^e Compte de la Banque de l'Etat avec les anciens établissements de crédit en liquidation (a) 123,606,399 52
	7 ^e Profits et pertes de la liquidation des anciens établissements de crédit 19,301,601 89
	8 ^e Compte avec les directions de l'assistance publique et autres établissements de crédit 1,900,082 81
	9 ^e Sommes assignées pour le paiement des billets de Banque à 5 0/0 et des coupons, 1 ^{re} et 2 ^e émission 4,592,747 88
	428,292,120 99
(1) Outre cela les fonds publics pour la somme de 309,337,570 r. 51 c.	

Résultats comparatifs du bilan de la Banque de l'Etat au 1^{er} février 1873.

(Les nombres sont exprimés en millions et dixièmes de million de roubles.)

	Encaisse	Effets	Avances sur			Dette	Billets de crédit	Dépôts à intérêts		Comptes courants		
	métallique.	escomptés.	fonds publics.	actions et obligations	mar-chandises.	du trésor.	en cir-culation (1).	des anciens établis-sements de crédit.	de la Banque.	du ministère des finances.	d'autres admi-nistra-tions.	à intérêts.
Février 1872.	158,4	9,1	4,8	4,6	0,1	2,6	700,6	20,6	37,1	11,1	16,2	36,6
Mars.	171,7	7,9	4,7	4,9	0,2	2,8	715,2	20,5	36,8	17,1	14,7	36,8
Avril.	180,6	7,1	4,5	5,0	0,3	2,8	718,6	20,4	36,6	16,1	14,0	45,1
Mai.	180,6	8,3	4,1	4,6	0,1	2,8	720,7	20,2	37,0	14,4	16,3	39,0
Jun.	180,6	7,6	3,9	0,6	0,2	2,8	720,1	20,2	37,0	23,7	16,8	32,9
Juillet.	180,6	6,9	3,8	0,5	0,2	2,8	725,5	19,8	36,5	15,0	16,1	34,3
Août.	180,6	8,5	3,9	0,7	0,3	2,8	724,9	19,5	36,3	16,4	21,5	35,4
Septembre.	180,6	10,8	3,9	0,5	0,1	2,8	725,3	19,7	36,1	13,3	24,0	34,0
Octobre.	185,3	10,8	3,9	0,5	0,0	2,8	725,4	19,6	35,7	13,2	24,6	33,5
Novembre.	185,8	10,6	4,1	0,9	0,0	2,8	725,0	19,4	35,2	17,2	11,8	33,3
Décembre.	185,6	8,8	4,2	1,0	0,1	3,1	737,5	19,3	35,2	7,4	8,2	38,6
Février 1873.	197,2	8,3	4,3	1,1	0,0	3,1	741,3	19,1	35,9	6,2	9,8	39,8
Février.	189,2	4,6	1,0	0,0	0,0	3,1	729,1	19,1	35,9	1,1	7,3	34,0
Augmentation.	>	>	0,3	>	>	>	>	>	0,3	5,9	>	>
Diminution.	>	0,6	>	0,1	>	>	12,2	>	>	>	1,9	2,7

(1) Non compris les billets de crédit se trouvant dans les caisses de la Banque et de ses succursales.

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

PARTIE NON OFFICIELLE.

Nous apprenons que S. Exc. l'ambassadeur de Turquie à S^T-Pétersbourg, Rustem Bey, vient d'être appelé par la confiance de son souverain au poste de gouverneur général du Liban, devenu vacant par la mort de Franco-Pacha.

Nos lecteurs se rappelleront qu'il avait été question déjà de cette nomination dans notre avant-dernière correspondance de Constantinople (numéro du 24 janvier) et nous ne croyons commettre aucune indiscrétion, en ajoutant que si la combinaison avait été abandonnée d'abord, c'est que Son Excellence ne se décidait pas sans peine à quitter un poste où elle se savait utile au maintien et à l'affermissement des bonnes relations entre la puissance qu'il représentait et l'empire après du souverain auquel il se trouvait accredité.

Rustem-Pacha (c'est le titre que porte maintenant le gouverneur général du Liban, ayant été élevé au rang de vizir) doit quitter prochainement S^T-Pétersbourg, où il laisse les plus excellents souvenirs après un séjour de deux ans.

Dans la séance du 23 janvier de la section d'éthnographie de la Société russe de géographie M. A. Bartholomé, membre effectif de la section, à un intéressant mémoire sur les colons étrangers de la Nouvelle-Russie et de la Bessarabie. Après avoir rendu justice aux efforts de ces agriculteurs tendant à relever le niveau du rôle économique des provinces où ils sont établis, le rapporteur a fait ressortir avec quelle rapidité s'accroît la population des colonies étrangères. Dans un passé encore peu éloigné, il y a à peine deux ou trois ans, le chiffre de cette population était de 150,000 âmes, d'après les calculs de M. Klaus, fondés sur des données officielles. A l'heure qu'il est, le chiffre s'est élevé à 200,000 âmes.

En visitant les familles des colons le rapporteur n'a rencontré presque nulle part moins de six enfants. Dix ou douze enfants dans une famille se rencontrent très fréquemment. Ce phénomène, il est vrai, n'est pas commun à tous les colons étrangers. L'accroissement de la population est moins rapide dans les colonies bulgares, et les mennonites n'ont presque jamais de nombreuses familles. La palme, sous ce rapport, appartient aux colons allemands luthériens. Ils sont aussi ceux dont les propriétés foncières s'étendent avec le plus de rapidité. Les mennonites et les bulgares leur sont considérablement inférieurs à cet égard. On remarque surtout le fait depuis l'introduction du règlement du 4 juin 1871, qui permet aux cultivateurs étrangers d'acheter des terres en dehors de la zone qui avait été fixée précédemment pour les acquisitions de ce genre.

La concurrence que font les colons aux petits propriétaires indigènes oblige très-souvent ces derniers à leur vendre leurs terres. Les ouvriers vont travailler de préférence chez les mennonites, même pour un salaire moins élevé qu'ailleurs. On voit en outre arriver des ouvriers prussiens qui s'acclimatent très-facilement dans les colonies.

S'adonnant exclusivement à l'agriculture, les colons ne s'occupent presque jamais d'industrie, excepté pour la fabrication des objets nécessaires à leur usage. Toute l'industrie est entre les mains des ouvriers russes, qui affluent aux colonies. Les coutumes juridiques des mennonites, d'après lesquelles la terre passe à un seul des héritiers, tandis que tous les autres reçoivent en argent leur part de l'héritage, a pour conséquence une classe nombreuse de non-propriétaires, qui, de leur côté, peuvent acheter de nouvelles terres au moyen des prêts qui leur sont accordés sur les fonds de réserve des colonies, au taux de 6 0/0. Ces fonds de réserve sont très-considérables. Il y a une telle multitude de fonds des orphelins seul monte à 312,000 r., et toute cette somme est distribuée à titre de prêts aux membres de la commune. (Voix.)

L'Agence télégraphique internationale publie la dépêche suivante: «Helsingfors, vendredi 2 (14) février. — M. le sénateur baron Born, chef du bureau d'agriculture et des travaux publics au sénat de Finlande, a donné sa démission, par suite du vote du sénat portant retrait de la concession accordée au prince Oukhtomsky pour la construction du chemin de fer d'Abo - Tammerfors.»

La Bourse annonce que les travaux du chemin de fer qui conduit à la frontière de Moldavie sont achevés sur le tronçon de Kischinev à Carpesti, et que la ligne sera prochainement livrée à la circulation.

L'Escart jusqu'à Anvers. Il vient d'Espagne, le cygne du mont Salvage, près Barcelone. C'est là que la légende place le château des chevaliers du Graal, qui ont détaché Lohengrin pour se constituer le champion de la princesse Elsa, injustement accusée par Telramund d'avoir assassiné son frère pour s'emparer de ses biens, convoités par Telramund lui-même.

Le cygne a son motif comme les autres personnages de l'ouvrage, et il n'en est pas le moindre. Dès que le cygne parait, le bruissement de l'introduction parait aussi. C'est juste. Le motif du cygne est un sifflement unisson des violons dans leur plus haut registre, et qui est sa propre basse avant que les cuivres ne le deviennent dans l'introduction. Alors la sonorité est très-belle, après avoir été désagréable, musicalement parlant. Le sifflement n'offre aucun sens musical, mais c'est toujours le motif du cygne. Beethoven employa le premier, dans ses cinq premiers quatuors, le violon à l'ailon. Lui seul fait jouer au violon le nouveau rôle qu'on sait; il enrichit l'instrument de cette donnée; il trouvait encore une raison personnelle au registre aigu. Beethoven composa ses plus sublimes ouvrages alors qu'il était complètement sourd; il parvenait toutefois encore à «entre-percevoir» les hautes notes d'un vio-

On écrit de Moscou au Messager judiciaire que la série de grands procès des affiliés de la secte des skoptsis est commencée au tribunal d'arrondissement de cette ville. Le premier procès est celui de Sobolev, Sahitow et consorts. Il y a 19 accusés. Le nombre des témoins à charge est de 40, celui des témoins à décharge monte à peu près au même chiffre. La cour est présidée par M. le premier président Dreyer. Le banc de l'accusation est occupé par M. le substitut Smirnov. Au banc de la défense siègent M^{rs} Richter, Plévakov, Koupernik, Soloviev, Vessilovsky et Stchekane, et M. Garbavov, bachelier en droit.

Bulletin de la variole à S^T-Pétersbourg le 1^{er} février 1873:

Malades au 1 ^{er} fé.	Sexe masc.	Sexe fémin.	Total.
136	60	196	
Cas nouveaux.	5	1	6
Guérisons.	3	2	5
Décès.	2	0	2
Il restait en traitement au 1 ^{er} février.	138	59	197
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 ^{er} avril 1872 au 2 ^{er} février 1873):	3209	1837	5046
Cas.	2045	1102	3147
Guérisons.	1052	650	1702
Décès.			

(Gazette de police de S^T-Pétersbourg.)

On nous prie de rappeler aux anciens professeurs et étudiants de l'université de S^T-Pétersbourg que le dîner annuel en commémoration de la fondation de l'université aura lieu jeudi prochain, 8 février. La souscription est de 5 roubles. Les personnes intéressées pourront s'inscrire jusqu'au 5 février chez l'un des organisateurs ci-dessous indiqués: M. Domontovitch, Gorokhovitch, près des casernes Sémenovsky, maison Domontovitch n° 66, logement 6, de 10 heures du matin à midi.

M. Loubostchinsky, Quartier Léonov, Kovensky pérouloks, maison de M^{re} Lioubostchinsky, n° 9, de 9 à 11 1/2 heures du matin.

M. Gheddy, Pont Kalinkine, perspective d'Ekaterinof, maison Johanson (ci-devant Tsyrkov) n° 26, log. n° 3, de 10 à 11 heures.

M. Voronov. Au coin de la Kabinetskaïa et de l'Ivanovskaïa, maison Gouard, n° 14 et 9, log. 5, de 11 heures à midi.

M. Krauseld, Boulevard Konnogorodskiy, maison Outine n° 17, log. 4, de 10 heures du matin à midi.

M. O. Müller. Au coin de l'italianskaïa et de l'Étreliev pérouloks, maison Scriabine, (anc. Schuler) log. 10. Tous les jours à l'exception du jeudi, de 6 à 8 heures du soir.

On est prié d'indiquer en s'inscrivant l'année de l'achèvement des cours. Le dîner aura lieu à l'hôtel Demouth (entrée par la Moïka) à 5 heures du soir.

La séance du 11 à l'Assemblée Nationale de France n'a eu qu'un

pour connaître ses intentions. Cette démarche a été faite immédiatement après la séance et le président, M. Christophle, a porté la parole. Il a vivement insisté pour que l'article 4 en particulier ne fût pas abandonné par le gouvernement. Les considérations présentées par M. Christophle ont été chaudement appuyées par M. Cordier, parlant surtout au nom du commerce et de l'industrie, qui attendent impatiemment une solution de nature à consolider le pouvoir exécutif et à assurer sa transmission. M. Thiers a répondu qu'il n'avait pas encore perdu tout espoir de conciliation, mais que, si le désaccord persistait, il en appellerait au jugement de l'Assemblée.

Le bruit courait en outre à Paris, le même jour, que le président de la République aurait déclaré à M. Casimir Périer, avec qui il avait eu aussi une entrevue, qu'il ne se considérait pas comme étant en conflit avec la commission des Trente. Du reste, on saura bientôt à quoi s'en tenir, s'il est vrai, ainsi que l'affirment plusieurs journaux, que le rapport du duc de Broglie devait être terminé avant hier et communiqué le même jour à M. Thiers, après quoi il en serait donné lecture le lendemain à la commission. Ces feuilles ajoutaient que ce travail pourrait être déposé lundi ou mardi sur le bureau de l'Assemblée, de sorte que la discussion commencerait selon toute probabilité jeudi prochain.

Une conférence des amis de l'Eglise libre en Angleterre a eu lieu le 11 à Londres. La réunion, qui était très-nombreuse, a adopté une résolution en faveur de la séparation de l'Etat et de l'Eglise en Angleterre, comme elle est déjà réalisée en Irlande. Elle a approuvé en outre une motion qui tend au même but et que M. Miall compte soumettre au Parlement dans le cours de la session actuelle.

Dans la séance du 7 février de la Chambre des Communes, un membre, M. Rylands, a insisté sur l'urgence d'engager une discussion relativement au traité de commerce franco-anglais et de demander au gouvernement qu'il soumette ce traité au Parlement avant qu'il ne soit ratifié. L'orateur a fait entendre, à l'appui de cette requête, qu'il ne suffisait pas que le gouvernement britannique montrât qu'il a conclu ce traité dans les conditions les plus favorables, vu les circonstances actuelles, et qu'il aurait peut-être mieux valu que ce traité n'eût jamais été conclu. M. Rylands a déclaré qu'il regretterait que la France n'ait pas été à même, avant de prendre une décision à ce sujet, de ressentir les effets de son dédain pour les avantages du libre échange, et il a exprimé en même temps la conviction qu'un arrangement passé après cette épreuve aurait été plus équitable et plus satisfaisant pour les intérêts des industriels anglais.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE

Lisbonne, vendredi 14 février.

Le roi Amédée est arrivé hier dans notre capitale.

Autre dépêche.

Madrid, vendredi 14 février.

Le gouvernement espagnol a prié M. Olazaga de rester à son poste d'ambassadeur à Paris.

L'ordre n'a pas été troublé, ni à Madrid, ni dans les provinces.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

PRUSSE. — La *Provinzial-Korrespondenz* publie l'article suivant sur l'affaire des concessions de chemins de fer soulevée à la Chambre des Députés par M. Lasker :

« Les événements parlementaires de la semaine passée ont produit partout une profonde impression et une vive agitation. Il faut voir d'abord dans ce fait une preuve satisfaisante de ce que notre peuple, dans toutes les classes de la société, est jaloux de maintenir les bases morales de notre organisme politique, sur lesquelles le développement prospère de la Prusse a toujours reposé, et sans la conservation et l'affermissement de lesquelles l'essor le plus brillant ne pourrait pas être un profit réel et durable pour notre patrie.

« Plus les succès récents de la Prusse et les avantages qui en sont résultés dans le domaine financier et économique ont donné lieu en même temps à des tentations et à des dangers dans toute la vie des affaires, et ont propagé dans des cercles étendus le penchant au gain rapide et facile, — plus aussi il est du devoir de tous ceux qui sont appelés à travailler au bien de l'Etat d'opposer une digue à l'accroissement de ces dangers en raffermissant la moralité publique.

« C'est là en première ligne la grande portée du cri d'alarme et d'exhortation que M. Lasker a fait entendre d'une manière si pressante, et cette portée est indépendante de la question des personnes dont il s'agit.

« Le danger public serait incomparablement

plus grand si la classe des fonctionnaires prussiens se laissait entraîner sur cette pente fâcheuse de la vie matérielle, et si elle exposait à un blâme ou même à un doute sa vieille réputation d'intégrité et de probité dans ses fonctions officielles.

« Le développement glorieux de l'Etat prussien repose sur les deux fermes colonnes de son organisation militaire et de sa hiérarchie administrative : ni l'une ni l'autre ne peut être ébranlée dans sa solidité sans que l'avenir de l'Etat en soit compromis.

« M. Lasker a fait ressortir et il a répété d'une manière digne de reconnaissance, « avec une véritable fierté, — a-t-il dit, — que toutes ses recherches n'ont point eu pour résultat un indice d'une corruption réelle de la classe des fonctionnaires.

« S'il a élevé de graves accusations contre un haut fonctionnaire, ces accusations ne portent point sur sa sphère d'activité officielle, mais sur des actes qui lui sont imputés à titre d'homme privé.

« Il est vrai que ces accusations intéressent la dignité de ce fonctionnaire au point que, dans l'enquête indispensable qui se poursuivra, il s'agira en réalité de l'honneur de toute la classe des employés prussiens. Jusqu'ici l'accusation seule s'est fait entendre, grave et sévère, et le président du ministère a dû déclarer immédiatement qu'il fallait, à tout démenti ultérieur, entendre aussi l'autre partie. Et c'est à juste titre que le comte de Roon a pu revendiquer en faveur du gouvernement la conscience qu'il a, d'être tout aussi sérieusement et profondément pénétré que quelque patriote que ce soit de la nécessité que nos fonctionnaires ne puissent ni être corrompus ni même le paraître.

« On a fait aussi à l'administration des chemins de fer le reproche d'avoir favorisé, par défaut de prudence et d'énergie, l'envahissement des abus et inconvénients dont il s'agit. Sur ce point également le gouvernement considérera comme une question d'honneur d'affaiblir autant que possible, par un exposé complet de ses mesures, la portée des doutes concernant le passé, et de rassurer en même temps le pays sur ce qu'il a l'avenir cette importante branche de l'administration jouira d'une direction ferme et compétente.

« Si le gouvernement peut espérer, par sa propre attitude quant aux deux faces de la question, ranimer et raffermir la confiance de la représentation nationale, ou, au contraire, certainement en travaillant en commun à la sauvegarde des intérêts du pays, à éviter des démarches qui pourraient produire une nouvelle inquiétude et une nouvelle agitation sans que leur utilité en contrebalançant les inconvénients. L'esprit sérieux et patriotique dans lequel la question a été traitée jusqu'ici peut servir de garantie de ce qu'on arrivera à une entente pleine de confiance entre le gouvernement et la représentation nationale.

On sait, par une de nos dépêches d'hier, que ce travail commun pour sauvegarder les intérêts du pays n'incombe, d'après le message royal lu hier en séance de la Chambre des Députés, à une commission formée, mi-partie de hauts fonctionnaires, mi-partie de membres des deux Chambres.

La *Germania* dément la nouvelle du *Frankfurter Journal* prétendant que les évènements prussiens auraient envoyé une adresse de dévotion au pape pour corroborer leur protestation contre les lois politico-religieuses.

La *Voce della Verità* annonçait dernièrement que le duc de Ratibor, membre de la Chambre des Seigneurs de Prusse, avait été reçu par le pape. Les feuilles de Berlin disent à ce propos qu'il y a malentendu. Le duc de Ratibor qui réside actuellement à Rome est le fils du duc et pair, c'est-à-dire le prince héritier de Ratibor, dont nous avons dit dans le temps qu'il avait fait une chute de cheval lors du grand tournoi de Berlin. A la suite de cet accident, le jeune prince a été très gravement malade et c'est pour rétablir complètement sa santé qu'il voyage en Italie. Les journaux de Berlin font observer que s'il a fait une visite au Vatican, il s'est présenté aussi à la cour du roi Victor-Emmanuel.

Notons encore que le jeune prince est le neveu du cardinal de Hohenlohe qui devait représenter l'Allemagne à Rome comme ambassadeur et n'a pas été agréé par le pape.

ALSACE-LORRAINE. — Strasbourg, 12 février. — La police a découvert dans notre ville une section du comité parisien qui s'est donné pour mission d'attirer en France les enfants alsaciens et de les y faire élever. Plusieurs personnes très connues sont compromises.

M. Laporte, ancien avocat, vient d'être arrêté pour propagation d'une brochure dont le contenu constitue la crime de haute trahison. M. Laporte a avoué sa culpabilité.

Un déraillement a eu lieu le 11 février entre Altkirch et Mulhouse, près de la station d'Illfurth. Un employé des bagages a été tué. Plusieurs voyageurs et le machiniste du train ont eu des blessures. Les dégâts matériels sont assez considérables.

AUTRICHE-HONGRIE. — On écrit de Pesth, 10 février, à la *Correspondance générale* :

« Quoique les bruits colportés par les journaux d'ici aussi bien que par ceux de Vienne, et parlant d'une entente entre les chefs des différents partis en vue de la formation d'un ministère de coalition composé de MM. Senyey, Szlavy, Gyeczy et Tisza, soient en tout cas prématurés, on ne saurait nier cependant qu'un rapprochement sensible se soit opéré entre les deux grands partis nationaux. Les des querelles stériles au sujet du pacte de 1867 conclu avec la partie cisleithane de la monarchie, le pays sent qu'il a besoin avant tout de se développer à l'intérieur. Or, l'opinion générale est

que ce développement n'est possible que si un accord parfait existe entre les deux partis politiques, de sorte qu'il importerait assez peu que les membres du ministère de coalition appartiennent à tel ou tel parti, pourvu qu'ils fussent capables d'atteindre le but.

« Fatigué des provocations cicérilques, toujours plus fréquentes ces derniers temps, on est décidé, paraît-il, dans les cercles gouvernementaux à procéder énergiquement et à mettre fin à ces empiétements.

« Ainsi, une commission d'enquête nommée par le gouvernement est chargée d'étudier la réorganisation de l'université de Pesth, et on dit que le projet qu'elle élaborerait irait encore plus loin que celui adopté récemment par les Chambres, puisqu'il aurait l'intention de séparer entièrement la faculté de théologie d'avec l'université. — « la théologie, selon l'avis de la commission, n'étant pas une science. »

« Inutile de dire que les cléricaux s'opposent de toutes leurs forces à ces intentions, et il est hors de doute que de nombreuses adresses contre la réalisation de ce projet seront envoyées au Parlement. La conférence qui a eu lieu ici, il y a quelques jours, sous la présidence du prince-primate, s'est aussi occupée sérieusement de cette question.

« Il est probable qu'un autre projet encore sera bientôt présenté aux Chambres par le gouvernement. Il aurait trait à notre législation en matière de mariages, laquelle est encore bien défectueuse, surtout pour ce qui concerne les mariages mixtes. Or, le ministre de la justice ayant l'intention d'introduire le mariage civil, il faudrait songer avant tout à remanier à fond les lois concernant le droit de mariage, tâche dont notre législature s'occuperait très prochainement, à ce que l'on croit. »

France.

Nous empruntons au *Journal des Débats* le texte du discours prononcé par M. Casimir Périer devant la réunion de la République conservatrice :

Lorsque nous nous sommes réunis il y a huit jours, nous fondions le meilleur espoir sur le résultat de la délibération de la commission des Trente. Tout d'ailleurs semblait nous confirmer dans cet espoir : aussi bien les déclarations nettement conservatrices de M. le président de la République que l'excellent langage de M. Dufaure et de ce que nous entendions répéter chaque jour par les membres de la commission appartenant à la partie du centre droit dont les opinions modérées et patriotiques avaient trouvé un éloquent organe dans la séance du 14 décembre.

A la suite, hélas ! d'un seul jour pour transformer nos espérances en profonds regrets ; — je dirai plus : en chagrin ! — Ce n'est pas de l'irritation que nous ne pouvons pas dire que nous ayons été trompés, car personne n'avait pris d'engagements envers aucun de nous ; nul n'en pouvait prendre, nul de nous n'avait qualité pour en demander ou pour en accepter ! — Seulement beaucoup d'entre nous, après le langage qui leur a été tenu, ont le droit de déclarer qu'ils sont tristement déçus.

Que va faire le gouvernement ? Qu'allons-nous faire nous-mêmes ? A mon avis, les deux questions ne peuvent se séparer. Nous sommes un groupe indépendant, mais gouvernemental ; il convient d'attendre les décisions du gouvernement avant d'arrêter dans notre indépendance nos propres résolutions. Le gouvernement peut choisir entre ces deux conduites : ou accepter résolument la lutte qui lui est offerte, avec la certitude de trouver dans l'Assemblée une majorité contre l'œuvre incomplète et partielle de la commission ; ou bien attendre, négocier, afin d'obtenir des modifications indispensables, s'en contenter si on les lui accorde ; puis compter sur le temps, sur la réflexion, sur l'action infaillible de l'opinion publique pour amener, contre les partis pris, contre les mandats impératifs, contre les illusions, contre les espérances chimériques, la réaction salutaire qui ne peut manquer de rapprocher du gouvernement et de nous un grand nombre de ceux qui hésitent encore à se séparer courageusement de partis extrêmes dont ils blâment les tendances et ne partagent en aucune façon les illusions. Il est évident qu'il existe, dans les deux cas, des avantages et des inconvénients.

Attendons le rapport ; attendons les communications qui peuvent encore s'échanger entre la commission et le gouvernement. Toutefois, il est dès aujourd'hui plusieurs points sur lesquels nous ne pouvons nettement exprimer notre avis.

En ce qui concerne les deux premiers articles du projet de la commission, je me borne à dire que ce n'est point ainsi que j'entendrais que la part de responsabilité faite aux députés du pouvoir exécutif. La critique et le développement de ma propre pensée me mèneraient trop loin. Je pense que vous ne verrez, comme moi, dans l'article 1^{er}, qu'un frère schafhauser de combinaisons artificielles et bizarres. Une seule raison peut et doit nous déterminer à l'adopter. Qu'il soit surtout restrictif sur l'action du président de la République, si M. le président l'accepte, nous ne pouvons point nous montrer plus difficiles que lui.

L'article 3 exige une modification que je vous propose de réclamer si le gouvernement ne la demande pas. — La *délibération spéciale* exigée du conseil des ministres ne peut être obligatoirement préalable.

Le gouvernement ne saurait effectivement pas toujours prévoir à l'avance ce qui sortira d'une interpellation qui peut être inopinément étendue ou détournée de l'objet apparent. Il ne lui est nullement possible de prévoir aussi quels incidents naîtront de la discussion d'une pétition.

Il faut qu'en pareil cas un ministre ait la facilité de demander la suspension et l'ajourne-

ment de la discussion jusqu'à ce que le conseil des ministres ait délibéré.

L'évidence me paraît si grande, que je m'abstiens d'entrer dans plus de développements.

Quant à l'art. 4, je ne craindrai pas d'être net, ferme et explicite.

Je regrette profondément qu'après avoir consacré tant de longues séances et de discussions confuses à l'élaboration de l'art. 1^{er}, la commission des Trente ait cru pouvoir, en deux heures, disposer des importantes propositions faites au nom du gouvernement par l'honorable M. Dufaure ; qu'elle ait traité avec autant de sans-façon ce qui intéresse le plus la sécurité du pays, ses vœux, ses besoins ; que, par une fin de non-recevoir hantaine, elle ait écarté tout ce qui était relatif au pouvoir exécutif non pas sous le point de vue des intérêts d'un homme, mais sous le point de vue des intérêts du pays.

Mais enfin c'était son droit, si l'on ne croit pas que c'était son devoir, et l'on ne peut lui demander compte que de l'usage qu'elle a fait de ce droit.

Ce qui est absolument inadmissible, c'est l'extension que la commission propose qu'on donne à ses pouvoirs et à la durée que les usages parlementaires, le bon sens, le respect même des droits de l'Assemblée assignent à toute commission, quel que soit son titre, quel que soit son objet.

A cet égard, vous penserez, comme moi, que notre résistance doit être absolue. Il importe que l'Assemblée garde la plénitude de son droit et de sa liberté.

Le projet de la commission des Trente, que nous avons publié dans notre numéro d'avant-hier, d'après le texte que nous avait apporté le *Journal des Débats*, contenait, comme le constate aujourd'hui cette feuille, quelques légères inexactitudes. Ainsi, le premier alinéa de l'article 1^{er} est rédigé comme suit :

« Le président de la République communique avec l'Assemblée par des messages qui sont lus à la tribune par un ministre, à l'exception de ceux par lesquels s'ouvrent les sessions. »

Tandis que l'art. 3 commence par la phrase suivante, qui ne figure pas du tout dans le texte primitif :

« Les interpellations ne peuvent être adressées qu'aux ministres et non au président de la République. »

Le centre gauche, présidé par M. Christophle, s'est réuni le 10 à une heure.

Après une discussion à laquelle ont pris part MM. Cordier, Marcel Barthe, René Béraud, de Salvandy, Gailly et plusieurs autres membres au sujet du projet arrêté par la commission des Trente, la réunion a décidé à l'unanimité qu'il y avait lieu de soutenir l'article 4 présenté par M. Dufaure après délibération du conseil des ministres. Le bureau a été invité à faire une démarche en ce sens auprès de M. le président de la République.

A trois heures le bureau du centre gauche a été reçu par M. Thiers.

M. Christophle a fait connaître au président de la République la délibération qui venait d'être prise. Il lui a demandé de persister avec énergie et résolution dans la voie tracée par la proposition Dufaure. Le président de la République a pu, sur les trois premiers articles du projet de la commission, faire des concessions qui engageaient surtout sa personne. Le pays ne comprendrait pas qu'il cédât sur les points visés par l'article 4. Les affaires ont besoin d'un lendemain assuré. Depuis quelques semaines, elles subissent un temps d'arrêt fâcheux. On se demande si le projet en cours d'élaboration va assurer au pouvoir une stabilité nécessaire. L'article 4, surtout dans son paragraphe 3, répond à cette préoccupation de l'opinion publique. Ce n'est pas la solution des difficultés présentes, mais c'est un acheminement vers la solution que le pays attend avec anxiété. En fixant et en assurant la transmission du pouvoir exécutif dans l'intérêt nécessaire qui précéderait, sinon la réunion, au moins la constitution de la prochaine Assemblée, il comble une lacune de la proposition Rivet et fait obstacle à des entreprises dont la seule perspective est de nature à effrayer les incertains.

M. Cordier appuie ces considérations. Il donne au président de la République l'assurance que le commerce et l'industrie manifestent, sur tous les points du territoire, le désir le plus vif et le plus ardent d'une solution qui consolide le pouvoir exécutif et, tout en respectant les droits de l'Assemblée, enlève au régime actuel ce caractère de précarité qui est l'obstacle le plus sérieux à la reprise des affaires. Ce sentiment est général, unanime ; la proposition de M. Dufaure lui donne une satisfaction légitime, et il serait extrêmement regrettable de voir, au dernier moment, cette proposition abandonnée par le gouvernement.

MM. Gailly et Dauphinot insistent dans le même sens, et entendent dans les développements qui sont écoutés avec intérêt par M. le président de la République.

Nous ne connaissons pas dans ses détails la réponse qu'a faite M. Thiers à ces observations. Ce que nous pouvons dire, c'est qu'elle a paru satisfaire les délégués du centre gauche. M. le président de la République a répondu qu'il ne désespérait pas encore d'obtenir l'adhésion de la majorité de la commission des Trente au projet de M. Dufaure. Il a ajouté qu'il regretterait vivement le dissentiment actuel ; mais que si ce désaccord persistait, malgré son très vif désir de conciliation, il en ferait jurer l'Assemblée.

Le bureau de la gauche modérée a fait auprès de M. Thiers, à cinq heures, une démarche semblable à celle du centre gauche.

(*Journal des Débats.*) — On croit que la discussion du traité de commerce avec l'Angleterre donnera lieu à de très vives controverses dans la Chambre.

pièce de prophète appartenant à un monde supérieur.

Le *Saint Graal* était, comme on sait, selon la légende du XIII^e siècle, le plat, fait d'une seule pierre fine, qui avait servi à la sainte cène du Seigneur, et dans lequel Joseph d'Arimatehe avait recueilli le sang du Sauveur. Les trouvailles de Bretagne s'étant emparées de la légende, elle passa dans le cycle des romans de chevalerie de la table ronde du roi Arthur. La légende, d'origine allemande, de *Lohengrin*, au contraire, est antérieure au XIII^e siècle. Les chevaliers du Saint Graal étaient immortels et s'appelaient les *fers* du temple, ou se conservait la précieuse relique.

Quand on approche d'un ouvrage de Wagner, il faut y être d'avance préparé, disent les adeptes, il faut savoir une foule de choses, afin de pouvoir comprendre le drame musical. Le *Graal* n'est pas dans le libretto, mais Lohengrin est du *Graal* et ne serait rien, s'il n'en était pas. C'est M. Swanzow qui, chez nous, a traduit le texte de Wagner, de main de maître, il faut le dire. Comme feu Séow, M. Swanzow avait fait préalablement un voyage en Allemagne pour s'initier à l'esprit des ouvrages de Wagner.

Le dernier acte de *Lohengrin* tourne décidément

Les adversaires les plus ardents du nouveau traité se trouveront, paraît-il, dans les rangs d'où sont sorties les boules blanches qui ont donné raison à M. Thiers, dans le temps, sur la question commerciale.

On se demande aujourd'hui quelle nécessité il y avait à dénoncer le traité de 1860, pour en arriver à conclure un traité nouveau de beaucoup moins profitable aux intérêts de la France que celui antérieur, puisqu'il ne satisfait aucun parti.

On croit que le traité récemment conclu avec l'Angleterre sera soumis à l'Assemblée dans les premiers jours de la semaine prochaine et qu'il ne sera porté au Parlement anglais qu'après le vote de la Chambre française.

(*Messenger de Paris.*)

On s'entretenait beaucoup le 10 à Versailles d'un enlèvement de papiers qui aurait eu lieu à la légation d'Italie, située, comme on sait, au rond-point des Champs-Élysées.

Il s'agissait, disait-on, de papiers importants qui auraient été déposés, quelque temps avant la guerre de 1870, entre les mains du ministre plénipotentiaire italien par la duchesse de Castiglione.

La police a voulu faire des perquisitions dans l'hôtel de la légation, mais M. Nigra s'y est opposé, en vertu des prérogatives attachées à sa qualité de représentant diplomatique accrédité près le gouvernement français.

(*Messenger de Paris.*)

Par décret du président de la République en date du 10 février 1873, rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur, M. Emile Laurent, préfet du département de la Dordogne, est nommé secrétaire général de la préfecture de la Seine, en remplacement de M. Husson, dont la démission est acceptée.

Grande-Bretagne.

L'enquête du coroner sur le naufrage du *Northfleet* a été reprise à Lydd et a fourni les intéressants détails qui suivent :

John Easter, maître d'équipage du *Northfleet* : Le feu du *Northfleet* brillait vivement, et il n'a été éteint que par les flots quand le navire a sombré.

J'étais descendu depuis un quart d'heure, quand j'entendis crier : « Steamer en arrière ! Que voulez-vous ? » Presque aussitôt se fit entendre un bruit pareil à celui du canon, et le navire trembla.

Je savais par là que le steamer avait heurté le navire, et je courus sur le pont, où je rencontrai le capitaine, qui me dit de mettre tous les hommes aux pompes. Au même instant, je vis le steamer s'éloigner.

La manœuvre des pompes étant assurée, le capitaine me dit d'aller avec une lampe voir dans le bas, et je trouvai le côté de tribord entièrement enfoncé.

En apprenant ceci, le capitaine me dit de tirer des fusées et le canon. Mais le canon ne put être tiré. Le capitaine me dit alors de mettre à l'eau la chaloupe de tribord. Nous hélâmes tous ensemble le steamer, criant que nous étions 400 personnes et que notre navire coulait.

Sans le moindre doute, s'il y a eu quelqu'un sur le steamer, on a dû nous entendre ; mais il n'a fait rien, et je ne pus voir s'il y avait quelqu'un, d'autant plus que le steamer était plus haut de bord que nous. Aucun de nos hommes de quart n'a été sauvé.

Le capitaine m'ordonna donc de préparer la chaloupe de tribord et d'y prendre toutes les femmes et les enfants ; mais je ne pus en rester maître, tout le monde y entra.

On ne cessait de tirer des fusées et des signaux.

Nous avions six chaloupes à bord. Elles auraient pu nous contenir tous, mais serrées. J'aurais, mais en vain, de faire sortir les hommes de la chaloupe. Ils se couchaient sous les bancs. La chaloupe était encore suspendue, mais prête à être baissée. C'est avec cette chaloupe que je partis avec six hommes d'équipage et divers passagers. Le capitaine s'efforçait d'en faire sortir les hommes. Il m'amena sa femme, que je fis entrer dans la chaloupe, et nous attendîmes les ordres du capitaine.

Au bout de deux ou trois minutes, il me dit : « Ça y est-il ? — Non, dis-je, la chaloupe fait eau. — Il reprit : « Partez, et que Dieu vous garde ! » Très peu après, je vis sombrer le *Northfleet*.

Si tout le monde avait observé la discipline, nous aurions pu avec notre chaloupe faire au moins deux voyages jusqu'au remorqueur. D'autres chaloupes auraient pu également prendre des naufragés ; mais ceux-ci avaient tous perdu la tête.

J'ai vu parfaitement sombrer le *Northfleet*. C'était épouvantable. Le capitaine et le médecin étaient à l'arrière à tribord un moment avant que le navire disparût. Le remorqueur n'aurait pu approcher le navire sans courir grand danger. Il n'a pu faire plus qu'il n'a fait ; après qu'il m'eut pris à bord, il ne savait s'il avancerait ou reculerait, dans la crainte de blesser ceux qui se débattaient dans l'eau.

Si le steamer abordait s'était placé près de nous, nous aurions pu presque tous monter à son bord.

Le médecin et le capitaine Knowles furent engloutis ensemble. Après avoir mis nos passagers à bord du remorqueur, nous avons encore repêché quatre passagers.

Le capitaine a fait des efforts surhumains pour obtenir le calme, mais en vain. Il s'est écoulé entre l'abordage et l'engloutissement une vingtaine de minutes, certes pas trente.

Samuel Kingston, remorqueur du *City-of-London* : Le mercredi 22 janvier, j'étais à environ un quart de lieue de la bouée de Roar.

Le *Northfleet* était à deux ou deux lieues et demie (anglaises) à l'est de mon navire, dans

un excellent ancrage. Je vis son fanal le soir. Vers dix heures et demie, étant sur le pont, je vis monter des fusées se succédant, et j'en comptai sept. Aussitôt je levai l'ancre, croyant à une collision, et m'avançai, je vis les fusées se succéder sans s'arrêter. Nous mîmes environ une demi-heure à atteindre le *Northfleet*, qui sembla au moment où nous approchions. Je ne vis aucun steamer.

Le *Northfleet* avait sombré, nous entendîmes des cris déchirants tout autour de nous. Mais je ne vis personne. J'entendis crier au secours près de nos chaînes. Un homme s'y était hissé, dans la crainte d'être pris par nous. Il fut monté à l'aide d'une corde, non sans difficultés, car il était à bout de forces. Je cessai de naviguer, craignant de blesser des naufragés. Je ne savais que faire dans ce moment désolant. Nous jetâmes des cordes et flûtes ce que nous pouvions. Il faisait si noir, qu'on ne voyait pas à une main de soi. La chaloupe du cutter du pilote nous aborda avec quatre hommes tellement épuisés, qu'il fallut six de nos hommes pour les amener à bord un à un.

Nous n'avons pas appareillé, dans la crainte de blesser quelqu'un, je laissai flotter mon steamer, espérant repêcher quelques naufragés. Si j'étais arrivé un quart d'heure plus tôt, je me serais mis à bord, et j'aurais sauvé beaucoup de ces malheureux ; mais le navire sombrerait à mon arrivée.

Thomas-H. Rogers, pilote : Le 22 janvier, nous croisions avec le cutter du pilote *Princess* n° 3, de Londres, dans la baie de l'Est, à Dungeness. Vers dix heures trente, nous vîmes des fusées monter à deux lieues à l'est. Nous ordonnâmes qu'on demandât un pilote, mais, en avançant, nous vîmes six fusées monter à la fois et six flammes bleues. Je fis remarquer qu'il devait y avoir eu une collision. Nous avions vu le *Northfleet* à l'ancre pendant la journée, et, en approchant, nous entendîmes des cris qui ne laissaient plus de doute. Tout en avançant, nous abaissâmes une chaloupe et nous nous préparâmes à lancer la seconde, dans laquelle j'étais. Nous nous dirigeâmes vers l'endroit d'où partaient les cris. Mais le *Northfleet* avait sombré au moment où notre première chaloupe nous avait quittés.

Dans notre chaloupe nous avions un fanal spécialement destiné aux opérations de sauvetage.

En passant devant le *City-of-London*, nous crûmes au capitaine de stopper, ajoutant que nous repêcherions les naufragés et les lui amènerions. Nous rencontrâmes d'abord une grande perche, mais personne n'était dessus ; puis une chaloupe renversée, également sans personne ; enfin une autre chaloupe renversée, sur laquelle se tenaient John Dickson, un autre marin noir et deux passagers. Notre chaloupe était pleine d'eau, mais nous ne pouvions voir à cause des malheureux. Nous les conduisîmes au *City-of-London*, qui était plus rapproché de nous que le cutter. Des cris nous entouraient ; mais, à huit dans notre chaloupe, nous ne pouvions porter davantage. Notre lumière fut éteinte en abordant le remorqueur. Celui-ci était allé à la dérive, et nous n'entendîmes plus de cris.

Le cutter-pilote était déjà occupé à sauver ceux qui étaient réfugiés dans le gréement.

George Pont, capitaine du long *Mary* : La position du *Northfleet* était parfaite et distante de une lieue et demie à deux lieues de la route des steamers. Je n'en aurais pas choisi d'autre. Vers onze heures moins dix minutes, on me révéla, et je vis les fusées. Le *Northfleet* était à une lieue de nous. Voyant les fusées se suivre sans interruption, je conclus qu'il y avait eu une collision.

Je levai l'ancre et me rendis de ce côté. Nous passâmes huit ou dix navires, mais sans les héler. Je voyais le feu du navire, et je distinguais parfaitement ce qu'était un navire à l'ancre. Au moment où nous laissions tomber la voile, un des hommes, qui était à l'avant, cria : « Attention, une chaloupe ! » C'était une chaloupe venant du navire, et d'où l'on criait : « Sauvez-nous, nous sommes ! » Nous recueillîmes ces naufragés.

Les cris à bord du *Northfleet* étaient déchirants. Il faisait presque aussi clair sur le pont de ce navire qu'en plein jour. Les cris étaient si confus, qu'on ne pouvait les distinguer les uns des autres. A peine avions-nous pris à bord les cinq hommes de la chaloupe, que le navire sombra. Il y avait trente personnes dans cette chaloupe, qui était surchargée. Nous fûmes emportés un peu, et en revenant il faisait tellement noir que nous ne vîmes plus rien après l'engloutissement du *Northfleet*. Comme nos trente naufragés étaient épuisés, nous crûmes devoir gouverner immédiatement sur Douvres. Il pouvait être minuit moins vingt minutes quand nous avons recueilli la chaloupe ; nous n'étions alors qu'à 20 ou 30 mètres du navire abordé.

La malle du capitaine Knowles, qui périt si brèvement sur le *Northfleet*, a été repêchée, il y a quelques jours, par l'équipage du long *Riplemar*

Suisse.

La dépêche annonçant que le Conseil fédéral suisse avait résolu d'expulser M. Mermod était trop catégorique dans la forme. Un autre télégramme plus récent en atténue considérablement la portée. Il est conçu comme suit :
« Bern, 12 février. — Le Conseil fédéral a fait transmettre à M. Mermod, par le gouvernement genevois, une note en réponse au bref pontifical du 16 janvier, par laquelle M. Mermod est invité à déclarer dans un délai déterminé s'il a l'intention d'exercer les fonctions de vicar apostolique contre la volonté des autorités fédérales et cantonales. En cas d'affirmative ou à défaut d'une réponse dans le délai fixé, le Conseil fédéral prendra des mesures, conformément à la Constitution et d'accord avec les autorités compétentes de Genève, pour empêcher un représentant du Saint-Siège d'exercer un mandat contre la volonté du gouvernement et au mépris du droit existant. »

Quant au conflit religieux dans l'évêché de Bâle, il continue à donner lieu à des incidents. Les synodes catholique du canton de Thurgovie ayant invité le conseil ecclésiastique à ne pas interrompre ses rapports avec l'évêque démissionnaire, la conférence diocésaine, — et ayant déclaré en outre que sa décision serait soumise au vote populaire, le gouvernement thurgovien a informé cette décision comme inconstitutionnelle, défendant le vote populaire projeté, et menaçant le conseil ecclésiastique, en cas de contravention, d'être traduit à la barre du tribunal criminel.

Espagne.

Nous réunissons ci-après les nouvelles relatives à l'abdication du roi Amédée qui se trouvent dans les dépêches des journaux étrangers du 12 février :

Madrid, 10 février, 7 h. soir. — Dans une réunion des républicains purs, il a été décidé que le parti attendrait les événements et se bornerait à faire des manifestations très calmes en faveur de la république.

On insiste auprès du roi, qui se montre fermement résolu à abdiquer.

On ne signale aucun désordre. L'armée et la garde nationale sont disposées à maintenir l'ordre.

On a confiance que tout se passera tranquillement.

Madrid, 10 février, 10 h. 25, soir. — *Chambre des députés.* — M. Zorilla, répondant à M. Figueras, dit que la situation est grave ; officiellement, il n'y a rien. Tout s'est passé, jusqu'ici, extra-officiellement. Le roi lui a manifesté, samedi, l'intention d'abdiquer et a persisté, malgré les efforts qu'il a faits pour le dissuader.

M. Zorilla a enfin demandé à Sa Majesté un délai de vingt-quatre heures.

Le président du conseil ajoute qu'on ne peut pas provoquer un vote des Cortes tant qu'on n'a pas reçu notification officielle de l'abdication du roi.

M. Zorilla engage les républicains à ne rien précipiter.

M. Figueras appuie la proposition tendant à ce que le Congrès se déclare en permanence.

La séance continue.

Madrid, 10 février, 11 h. soir. — Le roi a manifesté, le 8, à M. Zorilla la résolution d'abdiquer, l'ayant autorisé à porter cette résolution à la connaissance du conseil. Toutes les observations du président du conseil, ainsi que celles des autres ministres pour amener le roi à renoncer à sa résolution, ont été inutiles.

Le message du roi, annonçant sa résolution aux Cortes, sera présenté dans la séance de demain.

L'émotion, qui est la conséquence naturelle de cette situation, n'a, jusqu'ici, aucun caractère menaçant pour la tranquillité publique.

Le gouvernement continuera à rester à son poste jusqu'à la communication du message royal aux Cortes. Après la résolution qui sera adoptée par les Cortes, le ministère résignera ses pouvoirs entre leurs mains.

Madrid, 11 février, 1 h. matin. — M. Figueras propose à la Chambre des députés de se déclarer en permanence, afin d'établir une entente entre elle et le gouvernement dans le but de garantir l'ordre et la situation.

Cette proposition est adoptée.

En conséquence, le président et cinquante députés désignés par lui se constituent en permanence, mais sans que le comité de permanence, ainsi constitué, procède à aucune délibération. Un certain nombre de leurs collègues restent également dans la salle.

Voici encore, à titre de nouvelles complémentaires, des dépêches que nous trouvons dans les journaux allemands :

Madrid, mardi 11 février, dans la nuit. — Les Cortes ont nommé une députation pour accompagner le roi jusqu'à la frontière. Une motion proposant que les Cortes Nationales prennent le pouvoir jusqu'à l'installation d'un gouvernement responsable, et que la forme républicaine soit adoptée définitivement, a été appuyée par le nombre de voix obligatoires. On a voté séparément sur les différentes parties de la motion. Les points concernant l'adoption de la forme républicaine et la prise du pouvoir gouvernemental par les Cortes ont été votés à la majorité de 256 voix contre 32. L'Assemblée a déclaré ensuite que la motion tout entière sera prise en considération. M. Zorilla, président du conseil, a proposé que les membres du gouvernement soient élus avant le vote. M. Rivero, président du Congrès, et, à cette occasion, président des Cortes réunies, a déclaré que le président des Cortes garantirait le maintien de

l'ordre. M. Zorilla ayant insisté sur sa proposition, M. Rivero a fait appel à son patriotisme, qui devait élever au-dessus de l'esprit de parti, et a invité M. Zorilla à prendre place aux bancs des ministres. M. Martos a exprimé le regret qu'on recourût à des procédés violents au moment des funérailles de la monarchie. La-dessus M. Rivero a quitté le fauteuil présidentiel et est sorti de la salle. Sa place a été immédiatement occupée par M. Figuerola.

Madrid, mercredi 12 février. — Les Cortes ont élu aujourd'hui les membres du ministère. (La liste donnée par la dépêche est conforme à celle que nous avons publiée dans notre numéro d'hier.) Après l'élection, tous les nouveaux ministres ont pris place aux bancs du ministère. M. Figueras, président du conseil, a pris la parole et a dit qu'il considérait son élection comme le résultat de son esprit politique toujours conséquent avec lui-même, et a ajouté qu'il n'aurait certainement pas été élu si M. Orensé avait été présent. M. Figueras a constaté ensuite que les élections s'accomplissent en toute liberté, et il a lu des télégrammes des provinces annonçant que l'ordre n'a été troublé nulle part. Il a conclu en exprimant l'espoir que la république est fondée maintenant en Espagne pour toujours sur des bases solides, et en donnant l'assurance que l'Espagne fera valoir son influence légitime dans l'Occident de l'Europe et saura maintenir son intégrité territoriale. La séance a été close après le discours de M. Figueras. C'est demain qu'aura lieu l'élection du président des Cortes.

Madrid, jeudi 13 février. — Les autorités civiles et militaires des provinces ont reconnu le nouveau gouvernement.

Paris, jeudi 13 février. — *L'Avenir national* prétend savoir que des membres notables de la Commune de Paris ont quitté Londres, Bruxelles et Genève pour se rendre à Madrid.

Voici comment les votes se répartissent le 16 novembre 1870 dans les Cortes, quand le duc d'Aoste fut nommé roi sous le nom d'Amédée I^{er} :

Le duc d'Aoste, 191 voix ; la république fédérale, 60 ; la république unitaire, 3 ; le duc de Montpensier, 27 ; Espartero, 8 ; le prince des Asturies, 2 ; la duchesse de Montpensier, 1.

Le 4 décembre suivant, une commission envoyée à Florence offrait la couronne au jeune prince italien.

C'est le 30 décembre qu'Amédée I^{er} débarquait sur le territoire espagnol, le jour même où le maréchal Prim mourait assassiné à Madrid.

Huit combinaisons ministérielles avaient été depuis épuisées. La dernière, celle qui avait paru comme la chance suprême de pacification, le ministère radical Ruiz Zorilla, était arrivé aux affaires le 16 juin 1872, après l'échec du maréchal Serrano, envoyé contre les carlistes.

Un mois après l'installation de ce ministère, dans la nuit du 18 au 19 juillet, avait lieu contre la vie du roi l'attentat resté mystérieux de la rue de l'Arenal. Le lendemain, Amédée I^{er} partait pour Santander, et il passait cinq semaines en voyage.

Le gouvernement du roi Amédée a duré vingt-cinq mois ; voilà onze mois que dure l'insurrection carliste.

Amédée I^{er} est né le 30 mai 1845 ; il s'est marié le 20 mai 1867.

Comme si ce n'était pas assez de toutes les questions politiques pendantes, une question diplomatique vient de surgir qui ne semble pas devoir prendre de sérieuses proportions, mais qu'il convient pourtant de signaler.

M. Layard, ministre d'Angleterre à Madrid, était dit dernièrement à comparaître devant un juge de 1^{re} instance pour prêter témoignage dans une affaire civile. Il refusa, de se rendre au tribunal en invoquant les immunités de sa charge. Le juge, entêté et peu circonspect, comme bon nombre de ses collègues, insista et menaça le diplomate des peines portées contre les témoins récalcitrants (*rebelde*).

M. Layard fit jeter à la porte l'*escrbanjo* qui se présente à la légation britannique pour notifier les menaces du juge, et provoqua aussitôt une réunion du corps diplomatique, réunion qui a eu lieu à l'ambassade de France. D'un commun accord, les assistants reconnurent que le juge avait offensé le représentant d'Angleterre, qu'il convenait d'adresser au gouvernement espagnol une protestation collective, et qu'en outre ils dénonceraient le fait à leurs gouvernements respectifs.

M. Martos, ministre des affaires étrangères, se fit annoncer au moment même où ces résolutions venaient d'être prises. Il s'efforça d'apaiser les diplomates irrités, mais il ne put les faire revenir sur leurs délibérations.

La *Correspondance universelle* annonçait le 11, d'après des informations qu'elle venait de recevoir, que cet incident est terminé et que la loi internationale a été respectée, sans que le corps diplomatique ait eu besoin d'intervenir par un acte collectif.

Voici un extrait du dernier ordre général adressé par don Alphonse, frère de don Carlos, aux insurgés de la Catalogne ; il porte la date du 23 janvier :

« Après avoir parcouru vos belles provinces, étudié vos besoins et vos aspirations, je viens vous remercier de votre héroïsme et de votre persévérance pour défendre la foi catholique de nos pères ; de votre discipline et de votre abnégation au milieu de vos rudes épreuves ; de votre générosité envers vos adversaires armés ; enfin, de votre conduite admirable à l'égard des populations. »

« Continuez à respecter toutes les opinions ;

ne combattez que ceux qui vous combattent les armes à la main ! »

« Je remercie aussi les somnambules de leur concours ; leur enthousiasme rappelle celui de nos ancêtres contre l'invasion arabe. »

« Votre organisation militaire et civile se complète ; avec l'aide de tous, et suivant les règlements des ordonnances militaires et les prescriptions de vos fueros, nous aurons bientôt une armée régulière, une intendance et des municipalités parfaites. »

« Vive la religion ! Vive Charles VII ! Vive l'Espagne ! Vive les fueros de la Catalogne ! »

« L'infant général en chef, ALPHONSE DE BORBON ET AUSTRIE. »

Portugal.

Lisbonne, 10 février. — Des nouvelles graves sont arrivées de Loanda.

Une insurrection d'indigènes a éclaté. Le conseil des ministres a décidé d'y envoyer des troupes ainsi qu'une corvette.

M. Machala va partir sur une corvette comme gouverneur muni de pleins pouvoirs.

Le gouvernement enverra prochainement de nouvelles forces.

DERNIÈRES NOUVELLES.

AUTRICHE-HONGRIE.

S. M. l'impératrice Elisabeth et S. A. I. l'archiduchesse Gisèle étaient arrivées à la date du 11 février du château de Godeolow à Vienne, pour assister aux funérailles de feu l'impératrice douairière Caroline-Auguste.

On mande de Prague que S. A. R. le prince Adalbert de Prusse a traversé cette ville le 12 février, se rendant à Vienne pour les obsèques de la défunte impératrice. L'auguste voyageur a été reçu à la gare par le général baron de Köller.

Le cardinal Rauscher, archevêque de Vienne, est tombé assez gravement malade. La *Neue freie Presse* disait, à la date du 12, que l'état de santé de Son Eminence inspirait de sérieuses inquiétudes.

FRANCE.

L'Assemblée nationale dit que la princesse Clémentine d'Orléans a été à Vienne chez le comte de Chambord ; la princesse était attendue le 13 à Paris.

Le *Journal de Paris* croit savoir que la réception solennelle du duc d'Aumale à l'Académie française aura lieu dans la première moitié d'avril, et que le prince-académicien sera introduit par MM. Thiers et Guizot.

Le *Journal la Patrie* a reçu la lettre suivante du secrétaire particulier du prince Napoléon :

« Monsieur, « La Patrie a annoncé ces jours-ci qu'une négociation diplomatique avait été entamée en faveur du prince Napoléon. A l'effet d'obtenir sa rentrée en France, je suis autorisé à vous déclarer que votre correspondant a été induit en erreur. Le prince Napoléon ne poursuit la revendication de ses droits de citoyen que devant les tribunaux, l'Assemblée et l'opinion publique. »

« Veuillez, monsieur, agréer l'assurance de mes sentiments les plus distingués. »

« G. ADELON. »

La *Correspondance républicaine* contient les renseignements suivants sur l'entrevue qui a eu lieu le 10 entre M. Thiers et le comte de direction de la gauche républicaine, composé de MM. Fourcad, Le Royer, Ch. Rolland, Carnot père, Guichard, Paye, Riondel, Sadi Carnot et Jozon.

M. Fourcad et ses collègues ont exposé à M. le président de la république que la gauche républicaine, confiante dans son patriotisme, dans sa loyauté, dans son grand sens politique, était prête à soutenir le gouvernement, comme elle n'a cessé de le faire depuis deux ans. Il ont ajouté que si le cabinet, dans un esprit de conciliation loyale en lui-même, se laissait aller à des concessions exagérées sur des points fondamentaux, la gauche républicaine aurait pour devoir d'examiner si elle ne devrait pas reprendre pour son compte la discussion de ces points importants, et particulièrement le § 3 de l'art. 4, proposé par M. Dufaure, et qui fait en ce moment l'objet des préoccupations les plus légitimes du pays.

« M. le président a remercié ses interlocuteurs du concours dont ils venaient de lui renouveler l'assurance. Pour arriver à l'entente qu'il avait toujours poursuivie et qu'il n'a pas cessé de désirer, il a fait, à-t-il dit, de grandes concessions ; celles qui ne touchaient qu'à sa personne sont celles qui lui ont le moins coûté. »

« Le conseil des ministres, auquel était émané l'article 4, est actuellement saisi des difficultés soulevées par la commission des Trente. Si, contre son ardent désir, un accord n'intervenait pas, le président soumettrait ces difficultés à l'arbitrage de l'Assemblée Nationale. »

M. Grévy a été élu président par 421 voix sur 527, dont 98 bulletins blancs. M. Thiers est venu voter.

On lit dans le *Sigle* :

« L'Officiel a annoncé que trois des secrétaires actuels de la Chambre se retirent, et il doit être procédé demain à leur remplacement. Comme deux des réunions de la droite et le centre gauche sont représentés par les trois secrétaires restant en fonctions, les deux autres réunions de la gauche, qui ont également droit à deux secrétaires, avaient désigné deux candidats, MM. Sadi Carnot et Lamy. »

« Les groupes parlementaires de droite n'ont pas admis cette revendication légitime et ont été jusqu'à déclarer qu'elles abuseraient de leur majorité jusqu'à n'admettre aucun candidat qui se soit prononcé en faveur de la dissolution de l'Assemblée. Elles ont ainsi éliminé d'avance les deux candidats désignés. »

« Le *Soir* donne quelques nouveaux détails sur l'affaire Bazaine : »

« C'est à tort qu'on a fait courir le bruit que M. le président de la république avait annoncé à M. le maréchal Bazaine que le maréchal serait jugé à Saint-Cyr, et non à Versailles, dans le but d'éviter toute manifestation hostile au maréchal. Cette nouvelle est au moins prématurée. »

« Il n'est pas vrai non plus que le maréchal Bazaine ait refusé M. le maréchal Baraguey d'Hilliers comme président du conseil de guerre. Aucune nomination de ce genre n'a encore été faite, ni même discutée. »

« Quant à ce qui a été dit de pièces qui auraient été communiquées au maréchal Bazaine par le général de Rivière, et de critiques qui auraient été adressées par le maréchal sur certains plans annexés au rapport, cela est également erroné. Toutes les pièces, à l'exception de quelques-unes qui ont été confiées au général Pourcet, sont encore entre les mains du général de Rivière. »

« Pour ce qui est du rapport lui-même, voici le point où en est ce travail : l'acte d'accusation est à peu près achevé, et il n'y manque que la conclusion. »

« Aucune pièce n'a encore été communiquée ni au maréchal Bazaine, ni à son défenseur, M. Lachand, toute communication de cette espèce étant subordonnée à la décision du ministre de la guerre relative à l'ordonnance de mise en accusation, ou même à l'ordonnance de non-lieu. »

« L'état moral du prisonnier est bon ; il reçoit chaque jour la visite de la maréchale. Il passe le reste de son temps à lire ou à faire des armes avec son aide de camp, le colonel de Vilette. »

« Rien n'est encore fixé relativement à la date où commencera la procédure devant le conseil de guerre. »

GRANDE-BRETAGNE.

CHAMBRE DES LORDS. Séance du 11 février.

LORD LANSDOWE demande, au sujet de la sentence de l'empereur d'Allemagne ayant trait à la question de San-Juan, s'il a été fait quelque chose, et ce qui a été fait, pour régler d'une manière définitive la ligne des frontières dans ces parages. Une délimitation figurative sur les cartes de la marine, avec la consécration des signatures des commissaires spéciaux ?

Suivant le noble lord, l'expression canal, dont s'est servie la sentence de l'empereur d'Allemagne, pourrait entraîner des équivoques à l'avenir. Le noble lord pense que le traité dont il s'agit est le plus humiliant qui ait jamais été négocié en Angleterre. Le point essentiel, sous tous les rapports, c'est d'en venir à une décision tout à fait exacte en ce qui touche la ligne frontière.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du 11 février.

LORD C. FITZGERALD, contrôleur de la maison royale, parait à la barre ; il lit la très gracieuse réponse de la reine à l'adresse dont la discussion a suivi la lecture du discours du Trône. La voici :

« Je vous remercie de votre respectueuse adresse. Je compte tout à fait sur votre sérieuse appréciation des mesures qui vous seront soumises, et sur votre vif désir de promouvoir le bien-être de mon peuple. »

M. MALL annonce que dans un bref délai il fera la motion ci-après :

« De l'avis de la Chambre, la Constitution légale des Eglises d'Angleterre et d'Ecosse prive ces Eglises du droit de gouvernement direct ; elle implique une violation de l'Eglise religieuse et impose au Parlement des devoirs qu'il ne lui appartient pas de remplir. En un mot, elle blesse les intérêts religieux et politiques de la société. En conséquence, elle ne doit pas être continuée. »

Londres, 12 février. — Le *Chaples House*, du port de Weymouth, a apporté des nouvelles sur le naufrage du *Talisman*, pendant sa traversée de Brésil à Hambourg. Douze hommes de l'équipage ont péri. La cargaison du navire consistait en café et tabac.

ESPAGNE.

Madrid, 11 février. — Lecture est donnée aux Cortes du message royal :

Le roi dit dans son message que c'a été un grand honneur pour lui d'être appelé à régler les destinées de ce pays bien qu'il soit profondément troublé. Il était décidé à observer son serment de respecter la Constitution, croyant que la loyauté suppléerait à son inexpérience ; son bon désir l'a trompé, car l'Espagne est en luttés continuelles. Si les adversaires qu'il a à combattre étaient étrangers, il n'abandonnerait pas le combat ; mais ce sont des Espagnols ; il ne veut pas être le roi d'un parti ni agir illégalement ; il croit que tous ses efforts seraient stériles ; il renonce donc à la couronne pour lui et ses héritiers.

La *Liberté*, de Paris, annonce que le prince Alphonse, fils de la reine Isabelle, a quitté Vienne et est arrivé le 12 à Paris.

On télégraphie de Paris, 12 février, à la *National-Zeitung* de Berlin :

« Dans l'entourage de la reine Isabelle, on

raconte que plusieurs villes d'Espagne ont déjà protesté contre la république. Un conciliabule a eu lieu aujourd'hui à l'hôtel Basilewski sur les mesures à prendre dans les circonstances actuelles, et spécialement au sujet d'une proclamation à adresser au peuple espagnol. »

« On dit à Versailles que M. Gent et ses collègues politiques ont l'intention de proposer à l'Assemblée Nationale le vote d'une adresse à la république espagnole. »

« M. Thiers s'est exprimé avec beaucoup de sympathie vis-à-vis de M. Olozaga, ambassadeur d'Espagne, relativement aux difficultés de la situation dans son pays. Presque tous les diplomates accrédités à Paris ont fait aujourd'hui des visites à M. Olozaga. »

« Une dépêche de Madrid, 13 février, publiée par les journaux allemands, dit que les Cortes, réunies en Assemblée Nationale, ont constitué leur bureau, et que M. Martos a été élu président avec une majorité de 222 suffrages. En prenant possession du fauteuil présidentiel, M. Martos a prononcé un long discours et a fait appel au patriotisme de l'Assemblée. »

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Londres, samedi 15 février.

Le *Times* publie des nouvelles empruntées au *Standard* de Buenos-Ayres, en date du 10 janvier, et d'après lesquelles on a découvert au Pérou une conspiration, qui a été accompagnée d'événements déplorable. Des incendiaires ont fait sauter le palais du gouvernement, à Lima, et le président Pardo a été tué. Les principaux conspirateurs ont pris la fuite.

Autre dépêche.

Berlin, samedi 15 février.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — M. Lasker a retiré sa motion sur l'institution d'une commission d'enquête parlementaire, à la suite d'abus dans l'administration des chemins de fer, après que M. le comte de Roon, président du conseil, eut donné des explications satisfaisantes sur la liberté d'action de la commission d'enquête instituée par le message royal. La-dessus la Chambre a résolu presque unanimement d'élire dans son sein deux membres de cette commission.

Autre dépêche.

Vienne, samedi 15 février.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU REICHSRATH. — Le président du ministère, prince d'Auersperg, se référant à la promesse contenue dans le discours du trône, a présenté aujourd'hui les projets de loi sur l'introduction des élections directes des députés au Reichsrath et sur l'augmentation du nombre des députés. Le ministre a déclaré que ces projets de loi ont été discutés dans le plus grand détail et consciencieusement mûris, afin qu'ils soient un bienfait pour le développement calme et sûr de la vie constitutionnelle en Autriche.

L'allocation du prince d'Auersperg a été plusieurs fois interrompue par les applaudissements.

Les projets de loi ont été renvoyés à la commission constitutionnelle.

Le ministre du commerce a soumis ensuite à la Chambre des députés de loi sur l'établissement de la ligne de chemin de fer de Leluchow-Tarnow (Galicie) et de ses embranchements.

Autre dépêche.

Bruxelles, samedi 15 février.

L'*Etoile belge* dit que le correspondant américain de l'ex-succursale d'Anvers de la Banque de l'Union offre de céder sa forêt en Géorgie, qui est engagée pour 50,000 dollars seulement. Le correspondant affirme que cette cession ferait rentrer la banque Jacobs en quelques années en possession d'une somme de deux millions et demi. On parle aussi du recouvrement d'une créance de la banque à Paris.

BOURSE DE BERLIN DU 15 FÉVRIER.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 91 1/4 th. pour 100 r. A 3 mois sur St-Petersbourg, 90 1/4 th. pour 100 r. PRIX DES BILLETTS DE CRÉDIT Russes 82 1/2 th. pour 100 r.

Prix de la demi-impériale 5 th. 16 silb. Emprunt russe de 1892 91 1/2 Obligations consolidées de 1870 92 3/8. Emprunt russe 3 0/0 67. 1^{er} emprunt à lots et primes 129 3/4. 2^e emprunt à lots et primes 131. 3^e emprunt (1854) 77. 4^e emprunt (1855) 90 1/2. Actions de la Grande Société des chemins de fer 141 5/8. Obligations du chemin de fer Nicolas 76 1/2. Actions du chemin de fer de Varsovie - Vienne, 86 1/2.

DÉPÊCHE DE L'INTÉRIEUR.

BOURSE DE RIGA DU 3 FÉVRIER.

Cours du change sur Londres, à trois mois 82 1/2 th. pour 100 r. 32 1/2 th. pour 100 r. Cours du change sur Hambourg, à trois mois 276 3/4 th. pour 100 r. 277 1/4 th. pour 100 r. Cours du change sur Paris, à trois mois 319 cent. vend. 319 1/2 ach.

Faits divers.

Dans un de nos plus joyeux restaurants nocturnes, dit le *Figaro*, que nous aurons la

discretion de ne pas nommer, on causait, entre soupers, de talent à l'escrime et de force musculaire. Tout à coup, un monsieur, relégué à une table au fond du salon, se leva et paria de renouveler le tour de Maurice de Saxe, en jouant avec les doigts, non pas un écu, mais bien une pièce de vingt francs.

« Utile de dire que le parti fut immédiatement soutenu et que vingt mains s'avancèrent, présentant chacune un louis au parieur. Celui-ci, petit bonhomme dont la frêle apparence ne promettait guère un pareil tour de force, prit une première pièce, et après un vigoureux effort, la rendit tordue à son propriétaire. Une seconde, une troisième pièce eut le même sort. On pouvait des cris d'admiration. Le monsieur continuait ses exercices. »

Mais voici que l'un des assistants, après avoir examiné sa pièce tordue, eut l'idée de chercher à la redresser. Il y parvint sans difficulté. Il renouvela l'épreuve, le louis se tordit de nouveau !

Il communiqua sa découverte à son voisin, qui fit de même. Un examen plus attentif les convainquit que leurs pièces avaient été changées et qu'aux lous d'or qu'on lui donnait le monsieur substituait adroitement des pièces formées d'un alliage d'étain assez malléable, qu'il tordait et rendait ensuite.

Un sergent de ville, mandé immédiatement, a conduit au poste cet habile escroc, sur lequel on a trouvé les pièces volées et une série de pièces toutes préparées. Il a prétendu se nommer Villéin et être ancien officier de hussards ; mais on a tout lieu de croire que ce n'est là qu'un faux nom et que sa véritable personnalité va être bientôt découverte.

On écrit de Londres, au sujet de l'affaire connue sous le nom de « l'Assassinat de Great Corn-street » :

« Presque tous les journaux publient des récriminations violentes contre la police anglaise, qui s'est, en effet, écartée récemment de quelques-unes de ses meilleures traditions. Ne pouvant découvrir l'assassin d'une fille tuée à Londres par un de ses visiteurs la nuit de Noël, elle a arrêté un peu au hasard des étrangers qu'on lui signalait comme ayant un ressemblance plus ou moins éloignée avec le meurtrier supposé. Cette ressemblance prétendue n'était elle-même fondée que sur les indications vagues d'un garçon de café, de filles de comptoir de la buvette de l'Alhambra, d'une servante, — personnes qui n'avaient vu la victime que quelques instants dans la compagnie d'un homme qu'elles prenaient pour un Allemand. Parmi les témoins se trouvait aussi un pompier fruitier qui se faisait fort de reconnaître partout « l'homme » qui était venu dans sa boutique acheter des pommes à la malheureuse qu'il allait assassiner. »

« Averti qu'un pharmacien allemand, attaché à un vaisseau d'émigrants qui avait touché les sables de Goodwin, avait été arrêté à Ramsgate, parce que les agents de l'endroit pensaient que ses traits ressemblaient au signalement de l'assassin, la police de Londres se rendit sur les lieux avec ses merveilleux témoins. Ceux-ci ne reconnurent pas le prisonnier, mais crurent reconnaître un monsieur qui se trouvait présent, et qui était le pasteur luthérien du vaisseau en route pour le Brésil. Il fut mis en état d'arrestation sur-le-champ et amené à Londres, malgré ses protestations d'innocence, malgré l'alibi infutable qu'il indiqua aux inspecteurs, et que ceux-ci ne se donnèrent pas la peine de constater. »

« Le pasteur Hessel eut donc à passer huit jours dans la prison de Newgate et à comparaître devant le magistrat de police. Il n'eut pas la moindre peine à prouver son innocence absolue, et les journaux se demandent avec raison comment il a jamais pu être mis en état d'arrestation. On propose de l'indemniser au moyen d'une souscription

MAISONS RECOMMANDÉES.

G. M. HUTTON & Co
VERITABLES MACHINES A COUDRE AMÉRICAINES
de WHEELER & WILSON
Petite Morskaïa, n° 14.

Veritables Cigares de la HAVANE
J. SPORHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis de l'hôtel Klée.

FABRIQUE D'OBJETS ET DE BIJOUTERIE
EN MALACHITE ET EN LAPIS LAZULI
J. SPORHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis de l'hôtel Klée.

HAASENSTEIN & VOGELER
(OFFICE DE PUBLICITÉ)
HAMBOURG: Neuwall, 50.

SONNERIE A AIR.
Winterhalter & Co.
Canal Catherine, maison n° 12, log. n° 5.
Moscou, boul. Pétrovsky, m. Popov, près l'Ermitage.

OFFICE DE PUBLICITÉ
RUD. MOSSE.
Grosse Friedrichstrasse, n° 66, à Berlin.

MAURICE FLORAND
MARCHAND TAILLEUR
15, perspective Nevsky, au pont de Police.
Dernières nouveautés d'Angleterre et de France.

FABRIQUE D'ARTICLES EN BRONZE
ET EN MELCHIOR
Alex. Katsch.
Perspective Nevsky, 36, en face de la Douma.

A l'approche du terme du tirage du deuxième emprunt inférieur à primes, qui aura lieu le 1^{er} mars, la maison de banque **Mawrikij Nelken** à St-Petersbourg, perspective Nevsky, n° 14, m. Maderni, et à Varsovie, faubourg de Cracovie, n° 77, restera ouverte au public, jusqu'au jour du tirage, jusqu'à 8 h. du soir, et les dimanches et jours de fête jusqu'à 2 heures de l'après-midi.

Vente de titres des emprunts à primes, avec arrhes de 10 r. Assurance contre amortissement à 15 c.

Les prospectus des opérations de la maison sera délivré gratis aux personnes qui en feront la demande.



MACHINES A COUDRE AMÉRICAINES
système CALLEBAUT
ET AUTRES MACHINES DES MEILLEURS SYSTÈMES
HOWE, WHEELER ET WILSON, SINGER ET AUTRES.
LEON CASTILLON
COMMISSIONNAIRE DU MINISTÈRE DE LA GUERRE
le seul qui ait obtenu à l'Exposition de Moscou de 1872
Les aigles Impériales et des grandes médailles d'or.
A St-Petersbourg, au coin de la Gr-Morskaïa et de la pers. Nevsky,
m. Elisée, 15-16; à Moscou, pont des Marchaux, 11, m. Komarov.

HOTEL DEUTSCHER KAISER

à Berlin

au centre de la ville, SCHADOWSTRASSE, n° 4, tout près des „Tilleuls“ offre tout le confort du jour. 60 CHAMBRES TRES-ELEGANTES, 12 SALONS, EXCELLENTE TABLE D'HOTE. Vins des maisons les plus renommées. BAINS ET EQUIPAGES A L'HOTEL. Service le plus attentif.
Th. Hoffmann. H. V. 81

UNE JEUNE Française, nouvellement arrivée de Paris, désirerait trouver une place de lectrice. S'adresser au bureau du journal, librairie Mellier, sous les initiales Y. B.

A LOUER chambres et appartements, de trois à cinq pièces, confortablement meublées, au mois. S'adresser pont de Police, maison Bachmakow, log. n° 38.

LEÇONS de littérature française données par un Parisien pourvue d'un diplôme de premier ordre. S'adresser au bureau du journal, librairie Mellier, sous les initiales Y. A.

AVIS.

Le commissaire assermenté **Karp Laboutine**, attaché au tribunal de commerce de St-Petersbourg, annonce par le présent avis qu'à partir du 5 février de l'année courante, de midi à 3 h. de l'après-midi et tous les jours jusqu'à la fin de la vente, seront vendus, au coin du Kirpitschny pereoulok et du canal de la Motka, maison Kononow, une grande quantité de miroirs en cadres dorés et autres, de tableaux et de glaces, appartenant au débiteur insolvable Ernest Romanow Spelr, en tout pour la somme d'évaluation de 7,105 r. 50 c.

Les créanciers de Spelr sont invités à assister à la vente. Les effets et marchandises sont visibles les jours de vente, à l'endroit où ils sont conservés.

Le commissaire assermenté **Karp Laboutine**.

UN JEUNE HOMME FRANÇAIS désire avoir le logement et donner en échange des leçons de français. S'adr. au bureau du journal, librairie Mellier, ont de Police, aux init. J. H. P.

PERDU un billet de l'Opéra italien, abonnement n° 4, fait le n° 57. La personne qui le trouvera est priée de le remettre quai Anglais, maison Orlov-Davydow, n° 19, logement n° 1, à monsieur Robert Müller.

A VENDRE à bon marché deux grandes couvertures en ours pour traîneaux ou calèche, presque neuves. Gr-Sadovaja, 18, en face du Gostinnoi Dvor. S'adr. au magasin chimique qui est à côté de l'horloger, à toute heure.

CIRQUE HINNÉ
PLACE MICHEL.
Aujourd'hui dimanche 4 février
GRANDE REPRESENTATION
On commencera à 7 heures 1/2.
Prix des places comme à l'ordinaire.
Demain lundi 5 février, représentation.
Mardi 6 février, bénéfice et dernier début du célèbre jongleur M. Agoust.

Le directeur **Ch. Hinné**.

LE MÉMORIAL DIPLOMATIQUE

JOURNAL INTERNATIONAL, POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET FINANCIER

Paraissant le samedi.

Directeur: **ÉDOUARD SIMON.**

Ce journal, qui vient d'entrer dans sa dixième année d'existence, est le seul organe exclusivement consacré aux questions de politique internationale et aux intérêts qui s'y rattachent. Le *Mémorial Diplomatique* suit, avec une sollicité particulière, le développement admirable de l'Empire Russe, et il publie chaque semaine une correspondance de Saint-Petersbourg. Il insère tous les documents diplomatiques à mesure qu'ils sont livrés à la publicité — A la fin de l'année des tables analytiques sont envoyées à tous les abonnés, de manière à faciliter les recherches.

Bureaux: 257, rue Saint-Honoré, à Paris.

Prix de l'abonnement:
Pour Paris: Six mois, 20 fr.; Un an, 40 fr. — Pour la Russie: Six mois, 23 fr.; Un an, 46 fr.
On s'abonne, en Russie, aux bureaux de poste.

THE BABY ARTIST

Cette enfant phénomène vient d'arriver à St-Petersbourg. Elle acceptera des invitations pour jouer de deux instruments, le piano et le violon, dans les familles ou dans les clubs.
S'adresser rue Offiterskaïa, maison Sérébriakow, n° 33, log. 25.

BANQUE DE COMMERCE PRIVÉE

DE ST-PETERSBOURG.

Bilan au 1^{er} février 1873.

ACTIF.		R.	C.
Caisse		407,239	39
Banque de l'Etat, compte courant à intérêts		2,488,380	32
Aux autres Banques		4,038,379	21
Valeurs appartenant à la Banque		2,424,722	43
Effets escomptés		3,365,472	22
Effets sur l'étranger		529,657	28
Effets envoyés à l'encaissement		19,851	73
Avances sur fonds publics		2,414,466	20
Comptes courants étrangers		4,433,249	07
Divers		672,749	93
Compte d'immobilier		120,000	00
Frais et débours non encore portés en compte		3,934	73
Administration de la Banque et frais divers		12,255	36
Mobilier et frais de premier établissement		12,600	00
A compte du dividende pour 1872		23,445	00
		20,966,672	87
PASSIF.		R.	C.
Capital		5,000,000	00
Capital de réserve		433,808	80
Comptes courants à intérêts		12,506,105	46
Dépôts à échéances fixes		2,285,910	30
Effets à payer		87,000	00
Dividendes non encore réclamés		7,779	90
Profits et pertes 1872		613,711	23
1873		32,357	18
		20,966,672	87

BILAN

DE LA

BANQUE D'ESCOMPTE

DE ST-PETERSBOURG

AU 1^{er} FÉVRIER 1873.

ACTIF.		R.	C.
Caisse		391,858	54
Comptes-courants dans divers établissements de Banque de la place		1,986,767	89
Avances remboursables à demande (on call)			
Sur fonds publics garantis		45,000	00
d' non garantis		45,000	00
Effets sur la Russie		14,485,893	40
Effets sur l'étranger, or et argent, bons de monnaie		1,083,441	06
Avances à époque déterminée:			
Sur fonds publics garantis		5,893,533	00
d' non garantis		2,613,750	00
d' marchandises		8,507,283	00
Correspondants de la Banque:			
Leurs comptes		4,772,783	22
Comptes de la Banque		1,272,171	52
Comptes divers		6,044,954	74
Frais divers:		2,289,682	39
pour 1872		209,428	51
1873		4,465	18
		213,893	69
Frais d'installation de la Banque		14,364	99
A compte de dividende pour 1872		321,701	25
Sommes diverses portées sur le compte provisoire		461,901	15
Courtage et papier timbré		26,007	97
		35,888,002	47
PASSIF.		R.	C.
Capital social		5,000,000	00
1 ^{er} versement sur actions 1 ^{re} émission		1,500,000	00
		6,500,000	00
Capital de réserve		174,651	71
Comptes-courants		15,038,639	82
Correspondants de la Banque:			
Leurs comptes		2,514,589	45
Comptes de la Banque		3,368,722	36
		5,883,311	81
Comptes divers		149,556	59
Dépôts à échéance indéterminée		4,945,551	16
Dépôts à échéance déterminée		1,205,996	10
Traites acceptées		136,403	94
Dividende non payé		1,131	03
Fonds publics		35,262	11
Compte de profits et pertes:			
pour 1872		1,713,189	31
1873		104,308	89
		1,817,498	20
		35,888,002	47

LE COMITÉ
DE LA
SOCIÉTÉ SUISSE DE BIENFAISANCE
A ST-PETERSBOURG
à l'honneur de convoquer les Suisses, demeurant dans la capitale ou aux environs à se réunir en assemblée générale, dimanche 11 février, à 4 heures et demie de l'après-midi, dans la salle du Club allemand, pont Bleu, maison Yakouchikow.

GANTS GLACÉS DE VIENNE
à bon marché
magasin de Sarepta
au coin de la rue Novo-Issakievskaja et du Konogvardeïsky pereoulok.

PENSIONNAT
POUR JEUNES FILLES
de M^{lle} LUCIE CRAIN,
Berlin, Landgrafenstrasse, n° 3.
Soins physiques scrupuleux, éducation solide religieuse; telle est la principale tâche du pensionnat. Prospectus et plus amples renseignements chez la directrice.

GUANO DU PÉROU.
Le Guano péruvien se vend à présent aux prix modérés suivants:
Le Guano directement importé du Pérou:
à 1 r. 98 c. le poud en quantité de 80 à 1,800 pouds;
à 1 r. 82 c. le poud en quantité de 1,800 pouds et au-delà.
Le Superphosphate de guano du Pérou
en poudre très fine et tout de suite employable avec garantie d'une contenance de:
à 10 0/0 d'azote préservé contre la volatilisation et d'environ 10 0/0 d'acide phosphorique soluble;
à 2 r. 25 c. le poud brut en quantité de 80 à 300 pouds;
à 2 r. 20 c. le poud brut en quantité de 300 à 1,800 pouds;
à 2 r. 14 c. le poud brut en quantité de 1,800 pouds et au-delà, les sacs y compris payables comptant sans aucune déduction pour tare ou bon poids.
S'adresser pour des renseignements plus complets au bureau de M^{me} Wacken et Co.
St-Petersbourg 1873. Quai Anglais, n° 36.

Aujourd'hui dimanche 4 février 1873
EXPOSITION
DE FLEURS ET DE PLANTES ARTIFICIELLES
POUR
APPARETMENT.
BOUQUETS SPLENDIDES.
29, Grande rue des Ecuries, m. Bachmakow, 29.
Magasin Amiot, A. MARCEROU, successeur.

RESTAURANT BORREL
Grande-Morskaïa, n° 18.
Dîner du dimanche 4 févr., à 4 r. 50 c., de 3 à 7 h.
MENU.
Potage crème d'asperges
Petits pâtés
Côtes de bœuf garnies
Truites de Gatchina à l'anglaise
Rôts de caillies
Salade
Epinards aux œufs pochés
Biscuits glacés à la vanille
Café.
ARRIVAGE CHAQUE JOUR D'HUITRES D'OSTENDE A 1 r. 25 c. LA DIZAINE
DEUX FOIS PAR SEMAINE DES PRIMEURS ET FRUITS
DE NICE
de même des comestibles, tout ce que Paris a de mieux.
La cave de l'établissement est à même d'offrir aux gourmets les meilleurs vins.
DINERS ET SOUPERS A LA CARTE A TOUTE HEURE.
GRANDS ET PETITS DINERS DE COMMANDE.
Déjeuner chaque jour avec variété de plats. Provisions toujours fraîches.
Quatre chefs français à la cuisine.
Salons et cabinets richement décorés convenant particulièrement pour soirées, bals et réunions de société.

BILAN DE LA BANQUE D'ESCOMPTE DE MOSCOU

ACTIF.

PASSIF.

ACTIF.		R.	C.	PASSIF.		R.	C.
I. Caisse.				I. Capital de fondation 1 ^{re} émission.		2,000,000	00
En billets de crédit		513,575	—	1 ^{er} versement à r. 100.		500,000	—
En espèces.		627	10	2 ^e versement à 100 r. — 2 ^e émission.		496,800	—
						2,996,800	—
II. Fonds publics, actions, etc., appartenant à la Banque.		1,510,000	—	II. Fonds de réserve.		33,351	66
		316,000	—				
		1,826,000	—	III. Dépôts:			
III. Or monnayé, bons de l'administration des mines, traites et effets sur l'étranger.		825,320	47	1 ^o A échéances indéterminées.		1,742,283	25
		1,933,192	77	2 ^o A échéances déterminées.		10,557,286	69
IV. Effets escomptés:				3 ^o Comptes courants.		7,466,329	—
1 ^o Munis de deux signatures.		9,457,402	68			19,765,848	94
2 ^o Contre garantie de fonds publics, actions, etc.		219,550	—	IV. Récompte.		934,223	38
		9,676,952	68				
V. Avances:				V. Divers.		61,384	28
1 ^o Sur fonds publics, actions, etc.		2,301,081	50				
2 ^o Avances sur marchandises.		40,000	—	VI. Dividendes non encore réclamés pour 1870 et 1871.		1,310	—
3 ^o Comptes courants spéciaux contre garantie de fonds publics.		3,472,429	80				
		5,813,511	30	VII. Transféré à 1873.		235,778	13
VII. Frais de la Banque:							
1 ^o Pour construction et loyer.		75,216	07	VIII. Intérêts et bénéfices sur opérations diverses pour 1872.		958,187	83
2 ^o Frais de bureau et d'administration.		17,735	94				
		92,952	01	IX. Intérêts et bénéfices sur opérations diverses pour 1873.		137,358	40
VIII. Mobilier et frais d'établissement.		23,253	45				
IX. Correspondants de la Banque.		2,451,960	05	Intérêts payés en 1873.		53,114	94
X. Divers.		1,913,762	85				
		25,071,107	68				
						84,243	46
						25,071,107	68